

Le père est mort, à bas le père

Un mois douze jours après le coup d'Etat du 03 août dernier qui a consacré la chute de Ould Taya, et 14 ans, un mois et 18 jours après sa création, les cadres PRDS, parti républicain démocratique et social au pouvoir depuis janvier 1992, viennent de se retrouver, pour la première fois dans l'histoire du parti, dans le cadre d'un conclave national pour réfléchir sur la situation de leur formation. Une situation qualifiée de grave par son secrétaire général lors de son discours à l'ouverture de ces journées.

Le parti républicain, démocratique et social (PRDS) a organisé du 15 au 19 septembre des journées de réflexion pour ses cadres. Des journées qui ont vu la participation des membres du conseil national, du bureau exé-

cutif, des responsables des structures régionales et des cadres et acteurs politiques. Le grand absent fut le frère président dont le fauteuil a été retiré de la tribune. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour réussir l'enterrement du père. Le secrétaire général, dans son discours d'ouverture, n'aura même pas une pensée pour le frère banni. Au contraire, Ould Mogueya s'évertuera à ne prononcer à aucun moment le nom de Ould Taya, pas même pour rappeler qu'il fut jusqu'à une date récente le président de la formation qu'ils entendent, lui et ses compagnons, restructurer.

Le PRDS a perdu le pouvoir, le constat est unanime. Par conséquent, les dirigeants du parti qui ont versé 14 ans durant dans le suivisme total (selon leurs propres termes), entendent désormais réfléchir pour garantir à leur formation une place au sein d'un paysage politique en pleine recomposition (ou décomposition?). Pour ce faire, il faut déterminer les sources du mal.

C'est ce que les participants ont essayé de dégager au niveau de l'atelier sur thème de "l'examen du bilan du parti". Le second atelier se penchait, lui, sur "les défis de la période actuelle", alors que le troisième atelier devait éclairer les militants sur les perspectives d'avenir de leur parti, au moment où les incertitudes gagnent les rangs et des rumeurs font courir le bruit d'un éclatement éventuel du tout puissant (par ses moyens financiers surtout) parti républicain, démocratique et social.

Un bilan critique

Pour traiter du bilan du parti, les membres de la commission rappellent d'abord le contexte dans lequel est né leur formation politique. Le PRDS a vu le jour dans un contexte international, régional et national "complexe et dont l'impact fut déterminant sur le parti, ses objectifs et son parcours", peut-on lire dans le

Le père est mort, à bas le père

Suite de la Une

document de synthèse à propos du bilan du parti. Il est ainsi fait allusion à l'effondrement du bloc soviétique et l'apparition des Etats-Unis d'Amérique comme seule grande puissance qui "œuvre à diriger le monde et à redéfinir les valeurs de l'humanité suivant sa vision propre". Au plan national, il est fait cas de la "fragilité de l'unité nationale", des conséquences des "événements qui ont précédé 1991 et qui ont secoué la cohésion des différentes composantes du peuple mauritanien, l'émergence de courants extrémistes...". C'est pourquoi, note le document, le PRDS s'est fixé des objectifs, eu égard à ce contexte, où il fallait donner la priorité à la sauvegarde de l'unité nationale.

S'agissant des réalisations et des erreurs, il est noté qu'il "est difficile de distinguer l'action du parti de celle du gouvernement au cours des années passées", en raison "de la relation imbriquée entre les deux", poursuit le document. Aussi, le premier congrès a-t-il consacré "la sujétion du parti au gouvernement, en faisant du chef de celui-ci le président du parti".

Dans le chapitre des points positifs, signalent les membres de la commission, pour la sauvegarde de l'unité nationale, l'on retrouve "la création d'un parti qui a comporté toutes les composantes du peuple mauritanien".

Mais le parcours du PRDS, dit-il, en croire le document, entaché de plusieurs erreurs, dues essentiellement "à la relation intervertie qui existait entre le parti et le gouvernement". Le document incrimine la présence du chef de l'Etat déchu à la tête du parti. Ainsi le PRDS, dit le document, n'avait plus qu'une seule mission: "soutenir les décisions gouvernementales et les propager". Dans une autocritique acerbe, les membres de la commission du bilan reconnaissent que le parti n'avait point de programme "indépendant de celui du gouvernement, son programme s'arrêtant à celui de son candidat". Il en découle qu'au lieu d'apparaître comme une instance d'orientation et de contrôle du gouvernement, le parti s'était transformé "en exécuteur des instructions de celui-ci". Pire, il y avait une "absence de pratique démocratique au sein du parti du fait des pouvoirs très larges dont disposait le président". Le document note aussi que la désignation avait remplacé l'élection, tout comme "le culte de la personnalité primait sur le débat démocratique et objectif. La critique était absente, la réflexion et la prospective se réduisaient à l'attente des instructions du président du parti, d'où l'abstention du PRDS de prendre position par rapport à certaines questions de grand intérêt national". Le comble c'est quand, au cours de son 2è Congrès National, le parti décide de donner à Ould Taya le pouvoir "de transformer le conseil national en congrès extraordinaire". Ce fut "une dérive antidémocratique majeure", note le document qui signale aussi la

présence notoire du tribalisme comme moyen de promotion au sein du parti. En un mot, on peut lire dans ce document que "le parti a exagéré dans la défense de la politique menée par le gouvernement, bonne ou mauvaise: les arrestations politiques, la dissolution des partis politiques... le parti a défendu tous ces dépassements".

Quelle perspective

Habités à vivre aux dépens d'une administration dont les responsables lui prêtaient allégeance, le parti fait face, avec la nouvelle donne politique, à un véritable défi. Comment s'acclimater avec sa nouvelle situation de parti qui a perdu le pouvoir? C'est pour répondre à cette question et à d'autres non moins vitales qu'un atelier en charge d'étudier les perspectives du parti a été mis en place au cours de ces journées de réflexion.

Dans leurs travaux, les membres de l'atelier ont préconisé un certain nombre de solutions destinées, disent-ils, à permettre au parti de se restructurer tout en conservant son unité. La formation doit ainsi se restructurer sur des bases saines "fondées sur la conviction et l'attachement aux principes", tout comme il est demandé "l'application de la démocratie au sein du parti". Dans leur souci de se donner plus de crédit aux yeux des militants (et peut être ceux des autres), les responsables du PRDS mettent l'accent sur la nécessité pour tout militant de s'acquitter de ses cotisations à l'égard du parti. La mesure n'était pas la chose la mieux partagée au sein de la structure sous "l'ancien" régime.

En somme, des solutions qui prennent totalement le contre-pied des pratiques qui gouvernaient le parti sous le règne de Ould Taya. C'est dans ce cadre qu'il est préconisé la suppression du poste de président du parti et la création de celui de président du conseil national qui doit être secondé par deux adjoints, une proposition également valable pour le secrétaire général. Un secrétaire général dont les propos concernant l'esclavage, les réfugiés, la nécessité de l'indemnisation des victimes ont été jugés trop aventuristes par certains ténors du parti qui ne veulent pas encore en entendre parler. Aussi, les membres des différents ateliers se sont-ils méfiés d'évoquer certaines de ces questions dans leurs recommandations.

L'autre précaution qui a retenu l'attention des participants est celle qui tend à interdire au secrétaire général et au président du conseil national du parti de se présenter à la prochaine présidentielle.

Le troisième atelier, lui, a traité des défis de la transition. Ses travaux se recourent à bien des égards avec ceux de l'atelier sur les perspectives du parti.

A défaut de pouvoir fédérer tous les militants et sympathisants autour de

leur projet de restructuration, les dirigeants du PRDS auront pu (surtout su) enterrer politiquement - le temps d'une réflexion - le père fondateur du parti. C'est peut-être là l'objectif premier visé par ces journées. Montrer à tous qu'ils sont en mesure de tourner le dos au frère déchu.

Qui disait que "la politique est l'art de savoir vivre de ses idées". En mourir serait idéologique, et le PRDS est tout sauf cela.

BA ADAMA MOUSSA